

COMMISSION PERMANENTE DE  
CONTROLE LINGUISTIQUE

29-05-1996



Monsieur Jean-Pol PONCELET  
Ministre de la Défense nationale

Bd. du Régent, 45-46  
1000

BRUXELLES

VOTRE LETTRE DU

VOS RÉFÉRENCES

NOS RÉFÉRENCES

ANNEXES

27.226/27.230/II/PF  
CV/DV

OBJET: Application des lois linguistiques coordonnées (L.L.C.)  
à l'Institut géographique National.

Monsieur le Ministre,

En séance du 18 mars 1996, la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), siégeant sections réunies, a examiné deux plaintes semblables concernant le fait qu'en l'absence de cadres linguistiques, 36 agents de l'Institut géographique National (I.G.N.) ont été mis à la disposition du service mobilité du service d'administration générale du ministère de la Fonction publique en application des dispositions de l'arrêté royal du 3 novembre 1993 portant des mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics.

Le cadre organique de l'I.G.N. a été fixé par un arrêté royal du 1er juin 1995 dont l'article 3 prévoit que 41 titulaires des emplois dans les grades cités ci-après sont mis à la disposition du service mobilité du service d'administration générale:

chef technicien	:	2
technicien	:	6
commis	:	6
ouvrier spécialiste	:	17
ouvrier qualifié	:	10

Ces emplois sont supprimés au départ de leur titulaire.

Dans le cas présent, il s'agit d'une mobilité d'office dont l'organisation est prévue au chapitre III de l'arrêté royal du 3 novembre 1993 portant des mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics.

L'I.G.N. a soumis à la C.P.C.L. un projet de cadres linguistiques sur lequel elle a émis un avis le 16 novembre 1995.

A ce jour, les cadres linguistiques sont toujours à l'état de projet; ils n'ont fait l'objet d'aucune publication au Moniteur belge.

Suite à une demande d'informations complémentaires de la part de la C.P.C.L., l'administrateur général de l'I.G.N. a fait notamment savoir ce qui suit:

- La liste nominative des agents mis en mobilité est le résultat de l'analyse fonctionnelle découlant de la radioscopie;
- la susdite liste a été transmise à la Fonction publique le 31 mai 1995 à sa demande;
- en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 1er juin 1995 fixant le cadre organique, la procédure de mise en mobilité d'office a débuté depuis peu et sera terminée avant les vacances.

Trente six agents ont fait l'objet de la mobilité d'office, c'est-à-dire:

Degré		F	N
6	chef technicien technicien	1	2 4
	TOTAL	1	6
7	commis ouvrier spécialiste	3 7	1 9
	TOTAL	10	10
8	ouvrier qualifié	4	5
	TOTAL GENERAL	15	21

La répartition du personnel aux degrés concernés est la suivante (au 1er janvier 1996).

1) avant mobilité

Degrés	Grades	Cadre théorique			Cadre réel		
		NB	F	N	NB	F	N
6	Chef administratif	6			5	2	3
	Assistant administratif	15			11	5	6
	Chef technicien	5			4	2	2
	Technicien	11			19	6	13
	TOTAL	37	18	19	39	15	24
7	Chef opérateur mécanographe	1			1		1
	Opérateur mécanographe	2			2	1	1
	Commis	12			16	7	9
	Chef d'atelier	1					
	Ouvrier spécialiste	19			36	15	21
	TOTAL	35	17	18	55	23	32
8	Agent administratif	1			1		1
	Ouvrier qualifié	1			10	5	5
	TOTAL	2	1	1	11	5	6

2) après mobilité

Degrés	Grades	Cadre théorique			Cadre réel		
		NB	F	N	NB	F	N
6	Chef administratif	6			5	2	3
	Assistant administratif	15			11	5	6
	Chef technicien	5			2	2	
	Technicien	11			14	5	9
	TOTAL	37	18	19	32	14	18
7	Chef opérateur mécanographe	1			1		1
	Opérateur mécanographe	2			2	1	1
	Commis	12			12	4	8
	Chef d'atelier	1					
	Ouvrier spécialiste	19			20	8	12
	TOTAL	35	17	18	35	13	22
8	Agent administratif	1			1		1
	Ouvrier qualifié	1			1	1	
	TOTAL	2	1	1	2	1	1

La mise en mobilité a pour conséquence que l'effectif francophone en place au 6e et 7e degré descend en-dessous des chiffres prévus par le projet de cadres linguistiques, tout comme l'effectif néerlandophone au 6e degré, accentuant un déséquilibre.

En application des dispositions de l'article 43, § 3, des L.L.C., tous les emplois du cadre organique (qu'il s'agisse d'emplois permanents ou d'emplois mis en extinction) doivent être répartis entre les cadres linguistiques; la répartition des emplois doit tendre vers un équilibre degré par degré, mais également au sein de chaque degré dans chaque rang et grade.

Ceci est conforme à la jurisprudence du Conseil d'Etat et de la C.P.C.L. étant donné que la répartition équilibrée n'est pas uniquement déterminée par le nombre d'emplois attribués mais aussi par leur importance (cfr. arrêt n° 36.474 du Conseil d'Etat du 20 février 1991).

Quoi qu'il en soit, l'exécution de la procédure de mise en mobilité, prévue au nouveau cadre organique, est prématurée. Le cadre organique ne peut effectivement sortir ses effets sans que ses emplois aient été répartis en cadres linguistiques; ce qui n'est pas le cas en l'occurrence.

L'entrée en vigueur d'un cadre organique doit coïncider avec l'entrée en vigueur du cadre linguistique, en principe sans effet rétroactif.

La C.P.C.L. estime dès lors que les deux plaintes sont recevables et fondées; les emplois concernés par la mobilité doivent figurer dans les cadres linguistiques. En l'absence de cadres linguistiques, il n'est pas possible d'exécuter les transferts de la mobilité et de vérifier la situation linguistique dans les degrés concernés par les départs.

Copie de la présente est notifiée aux plaignants.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS